

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/CTE/W/188
25 avril 2001

(01-2062)

Comité du commerce et de l'environnement

Original: anglais/
espagnol

PRÉOCCUPATIONS NON COMMERCIALES LÉGITIMES

Point 6 du programme de travail

Communication de l'Argentine

I. PRÉFACE

1. Le présent document, intitulé "Préoccupations non commerciales légitimes", a déjà été présenté au Comité de l'agriculture (G/AG/NG/W/88). L'Argentine souhaite qu'il soit aussi examiné par le Comité du commerce et de l'environnement au titre du point 6. Conformément à la Décision sur le commerce et l'environnement adoptée à Marrakech le 15 avril 1994, le Comité du commerce et de l'environnement doit "identifier les relations entre les mesures commerciales et les mesures environnementales de manière à promouvoir le développement durable". En vertu du point 6 du programme de travail du Comité du commerce et de l'environnement, ce dernier est chargé d'examiner les "avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges". Le présent document présente trois des conséquences sociales et environnementales les plus graves des restrictions et distorsions touchant le commerce des produits agricoles: la pauvreté rurale, le chômage et la dégradation de l'environnement.

II. INTRODUCTION

2. L'Accord sur l'agriculture prévoit la poursuite du processus de réforme au moyen de réductions progressives substantielles du soutien et de la protection. Ces négociations sont destinées à déterminer les autres engagements nécessaires pour atteindre l'objectif qui est d'établir un système de commerce des produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché. Ce faisant, nous devons tenir compte de préoccupations non commerciales et du traitement spécial et différencié pour les pays en développement.

3. C'est pourquoi les gouvernements ne devraient pas compromettre l'objectif de ces négociations (qui est de mettre en œuvre la réforme fondamentale du commerce des produits agricoles) lorsqu'ils prennent en considération des préoccupations non commerciales et ils devraient également tenir compte des incidences sur les pays en développement.

4. L'Argentine doit être, autant que tout autre Membre de l'OMC, attentive à d'importantes préoccupations non commerciales au niveau national. Certaines de ces préoccupations sont particulièrement liées aux conséquences de restrictions et distorsions des échanges existantes.

5. L'objet des préoccupations non commerciales de l'Argentine est de promouvoir le bien-être. Ce n'est qu'en corrigeant et en prévenant les restrictions et distorsions du commerce des produits agricoles que l'on pourrait atténuer certains des problèmes mondiaux les plus graves.

6. La pauvreté rurale, le chômage et la protection de l'environnement représentent trois de nos grandes préoccupations non commerciales. Nous sommes convaincus que ce sont des préoccupations

légitimes car elles pourraient être prises en considération par tous les Membres de l'OMC conformément à l'objectif qui est d'établir "un système de commerce des produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché".

7. Comme nous l'expliquons plus loin, ces trois préoccupations non commerciales légitimes sont liées intrinsèquement à des politiques, actuellement mises en œuvre par certains de nos partenaires commerciaux les plus riches, qui ont des effets de distorsion sur le commerce.

III. LA PAUVRETÉ RURALE

8. Il a été largement reconnu que la dégradation de l'environnement dans les pays en développement est due, en grande partie, à la pauvreté rurale. Cette dernière y est également la cause de la migration vers les villes surpeuplées, de taux de chômage en forte progression et de troubles sociaux.

9. Depuis le début de la crise asiatique, les pays de l'OCDE ont augmenté leur soutien à l'agriculture de 9,95 pour cent.¹ Sur 100 dollars gagnés par un producteur de pays de l'OCDE, 40 dollars sont versés par les consommateurs et les contribuables. En 1999, les pays de l'OCDE ont dépensé plus de 361 milliards de dollars, chiffre record, pour soutenir leur agriculture, ce qui coûte 20 milliards de dollars EU par an aux pays en développement, selon les estimations.²

10. Quels effets cela a-t-il sur le bien-être au plan mondial?

11. À partir de 1997, la crise a provoqué une chute de la demande des principaux produits de base. Or, de nombreux pays en développement dépendent de l'exportation de ces produits. La réduction de la demande entraîne normalement la baisse des prix et si cette dernière est suivie d'une réduction de l'offre, un nouveau prix d'équilibre est fixé.

12. Malheureusement, certains de nos partenaires commerciaux les plus riches ont eu de plus en plus recours, à partir de 1997, aux subventions au lieu de réduire la production, ce qui a encore accru les excédents, qui ont dû faire l'objet de dumping sur le marché international à des prix subventionnés.

13. En effet, c'est en 1997 et en 1998, très précisément, que certains pays ont jugé opportun de recourir à des subventions à l'exportation accumulées, c'est-à-dire celles qui n'avaient pas été utilisées en 1995 et 1996 en raison des prix internationaux élevés. C'est tout particulièrement le cas du sucre, produit de base dont de nombreux pays en développement dépendent. En 1997 et également en 1998, l'UE a dépassé ses limites annuelles en ce qui concerne tant les dépenses budgétaires que les volumes.

14. L'OCDE a effectué des estimations de certains effets que produirait l'élimination de certaines subventions.³ Si l'UE ne subventionnait pas ses exportations de blé et de maïs, par exemple, le prix par tonne serait actuellement supérieur de 4 et 9 pour cent, respectivement. De même, si les États-Unis n'avaient pas eu recours de façon accrue aux subventions intérieures, le prix du soja serait aujourd'hui plus élevé de 6 à 7 pour cent. Il est évident que la pression à la baisse exercée sur ces produits de base a également des effets sur les prix de produits de remplacement, tels que l'huile de palme ou des produits céréaliers de remplacement du blé et du maïs.

¹ Politiques agricoles des pays de l'OCDE. Suivi et évaluation, 2000.

² Politiques agricoles: Économies émergentes et pays en transition, 2000.

³ Les Perspectives agricoles de l'OCDE 2000-2005.

IV. LE CHÔMAGE

15. La progressivité des droits de douane fournit un autre bon exemple de politique commerciale catastrophique sur les plans environnemental et social eu égard à ses effets fâcheux sur les pays en développement.

16. Dans bien des cas, les droits de douane sont plus élevés pour les produits transformés et semi-transformés que pour les produits bruts et les matières premières. Plus la valeur ajoutée à un produit de base est élevée, plus la progressivité des droits de douane est forte, ce qui renforce la protection des industries de transformation du pays importateur et a un effet particulièrement pervers sur les pays en développement car cela revient, en pratique, à "taxer" les efforts visant à diversifier la production et à passer à des stades plus avancés de la transformation.⁴

17. Les pays en développement dépendent beaucoup de l'agriculture et la plupart d'entre eux ont d'importantes populations rurales qui sont de plus en plus contraintes de quitter la campagne parce qu'elles ne peuvent pas faire face à la concurrence protégée par les droits de douane et les subventions des pays les plus riches.

18. En résumé, la pauvreté rurale accélère l'exode rural. Nos industries ne peuvent pas créer assez d'emplois pour intégrer comme il convient ces migrants dans des villes déjà hypertrophiées et nos pouvoirs publics n'ont pas les moyens d'atténuer les conséquences sociales de ce phénomène. Ces contraintes sont aggravées par les limites imposées à nos choix de politique intérieure par l'Accord sur les MIC et l'Accord sur les ADPIC, adoptés lors du Cycle d'Uruguay. Il en résulte des troubles sociaux accrus et une moindre stabilité politique.

19. En outre, la progressivité des droits nuit aussi à l'environnement. Comme des pressions sont régulièrement exercées sur les pays en développement pour qu'ils accroissent leurs recettes en devises (en raison des contraintes de la dette et du développement), la progressivité des droits stimule indirectement la croissance de la production des produits de base au-delà des limites supportables. Cela favorise un cercle vicieux: l'augmentation de l'offre de produits de base entraîne une baisse des prix internationaux, ce qui accroît (ne diminue pas) la surexploitation des ressources naturelles en raison des contraintes en matière de devises et de l'impossibilité de passer à des productions à valeur ajoutée supérieure.

20. Le seul remède dont les pays en développement disposent consiste à appliquer des restrictions et des taxes à l'exportation de leurs produits de base afin de "compenser" l'effet défavorable de la progressivité des droits sur leurs industries de transformation en leur fournissant des intrants à bon marché. Ce remède n'est pas – c'est le moins qu'on puisse dire – la solution idéale car il consiste à taxer la production nationale des produits de base et fait encore baisser les prix des matières premières, empêchant ainsi l'adoption de pratiques de production ne portant pas atteinte à l'environnement.

V. LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

21. Comme beaucoup d'autres pays en développement, l'Argentine est très intéressée par la protection de ses ressources naturelles. Ces dernières sont les richesses sur lesquelles repose notre agriculture. Nous sommes performants dans le domaine de la production agricole et nous devons donc veiller particulièrement à protéger la terre et l'eau. À cette fin, nous devons mettre en œuvre des politiques environnementales rationnelles.

⁴ OMC, La Progressivité des droits, WT/CTE/W/25, document établi par le Secrétariat.

22. Malheureusement, la protection de l'environnement est très rarement rentable à court terme. C'est particulièrement vrai dans les pays en développement où le fait de mettre de côté des gains à court terme pour le moyen et le long termes est considéré comme de l'extravagance en raison des pénuries de capitaux.

23. Beaucoup a été dit au sujet des incidences environnementales du soutien des prix et des subventions faussant la production sur les pays qui accordent ces subventions mais on a moins étudié les effets fâcheux des subventions faussant les prix sur les pays en développement éloignés.

24. Si le gouvernement subventionne massivement la production et/ou l'exportation de ses produits de base, il est très probable qu'il fausse aussi les prix internationaux. Lorsque des politiques gouvernementales faussent les prix internationaux, des distorsions correspondantes se produisent ailleurs. Les décisions lointaines concernant les investissements, les méthodes de production, le commerce international et la structure de consommation s'en trouvent aussi faussées. Cela encourage de nouveaux investissements dans le secteur subventionné et empêche, par conséquent, que ces investissements soient effectués ailleurs, par exemple dans les pays en développement où la production peut être moins intensive et où la pauvreté, en particulier la pauvreté rurale, est la cause principale de la dégradation de l'environnement rural et urbain. Tout en pâtit: l'allocation des ressources, le commerce international et la protection de l'environnement.

25. Plusieurs prétextes sont allégués pour le maintien en vigueur des subventions faussant les prix, peu importe si cela entraîne une accumulation d'excédents qui appellent de nouvelles subventions à l'exportation et si les producteurs agricoles des pays en développement doivent faire face aux conséquences du faible soutien ou de l'absence de soutien des pouvoirs publics.

26. En résumé, la protection de l'environnement est un compromis entre la récolte d'avantages à court terme et l'investissement pour l'avenir. Nos producteurs ne bénéficient pas de l'"avantage" de politiques de subventions massives et sont trop préoccupés par la survie à court terme pour pouvoir mettre de côté des ressources suffisantes afin d'assurer une exploitation à long terme. Choisir le long terme relève de l'extravagance tandis que nos riches partenaires commerciaux peuvent écarter nos produits des marchés national et international au moyen de leurs subventions. En conséquence, notre liberté d'adopter des pratiques d'exploitation durable est gravement entravée.

VI. CONCLUSION

27. Il faut tenir compte des préoccupations non commerciales en se conformant à l'objectif de ces négociations et non aux dépens d'autres partenaires commerciaux. Comme tout autre Membre, l'Argentine tient à parvenir à des réductions progressives substantielles du soutien et de la protection dans le secteur agricole. C'est là le cadre dans lequel nous devrions tous étudier les moyens compatibles de tenir compte des "préoccupations non commerciales" légitimes sans oublier les incidences sur les pays en développement.

28. En tant que membre du Groupe de Cairns, l'Argentine a présenté des propositions concrètes sur la concurrence à l'exportation, le soutien interne et l'accès aux marchés. Nous ferons part de nos préoccupations non commerciales spécifiques lorsque nous aborderons chacune de ces propositions.
